



Union Syndicale CGT Trésor
des Bouches- du- Rhône
183 avenue du Prado 13008 Marseille
Tél. 04 91 17 92 06- Fax. 04 91 17 92 33 -
cgt.013@dgfip.finances.gouv.fr
www.tresor.cgt.fr/13/

4 bonnes raisons (entre autres) d'être dans la rue

13 juin 2009 14h30 Vieux Port

A l'appel de :

CGT ; FSU ; Solidaires ; UNSA ; CFDT ; CGC ; CFTC ; UNEF ; FIDL ; UNL.

Malgré le besoin aujourd'hui évident de plus d'intervention publique pour réguler un système qui mène notre société au bord du chaos, le gouvernement actuel entend poursuivre sa politique de casse.

Pour les agents de l'Etat quatre bonnes raisons (entre autres) d'être dans la rue le 13 juin prochain

1/ L'emploi : Alors que le nombre des chômeurs s'accroît de plusieurs dizaines de milliers chaque mois, le Premier Ministre réaffirme sa volonté de supprimer 30.600 postes en 2009 et 35.000 en 2010 pour la seule Fonction publique de l'Etat. Cyniquement, le même se félicite que les suppressions de postes effectuées en 2008 soient supérieures de 5.000 au chiffre pourtant déjà considérable (22.000) prévu en loi de Finance.

2/ Les missions : Dans le prolongement de sa politique de toujours moins d'Etat social, le gouvernement accélère la mise en œuvre de la RGPP. Parallèlement, aux restructurations qui touchent ou vont toucher tous les services et établissements, ce sont des pans entiers de missions qui sont abandonnés ou concédés au privé, sous couvert de simplification administrative ou de mise en conformité avec le droit de la concurrence européenne.

3/ Le Statut : Considéré comme un obstacle pour la mise en œuvre de ces orientations, le statut des fonctionnaires constitue une cible principale de l'offensive anti- sociale. Dans la foulée du rapport SILICANI, une proposition de loi vise à placer tous les agents de la Fonction publique territoriale sous contrat de droit privé. La Fonction publique de l'Etat n'est pas épargnée et, après le mauvais coup déjà porté, c'est le projet de loi dit de « mobilité » qui est inscrit à l'ordre du jour de la commission des lois du 17 juin prochain. De toute évidence, la majorité

gouvernementale envisage de faire passer les mesures rétrogrades de ce projet (intérim, possibilité de licenciement en cas de restructuration, possibilité accrue de recours aux contrats...) dans le courant de l'été.

4/ Les salaires : Pour les rencontres salariales qui doivent se tenir « avant la fin du printemps » le gouvernement se refuse d'aborder la question du décrochage du point d'indice par rapport à l'inflation autrement qu'au travers de la GIPA.

Dans le même temps, le tandem WOERTH – SANTINI tente de mettre un terme à la rémunération assise sur la carrière en annonçant coup sur coup leur volonté de généraliser le salaire au mérite et d'instaurer une part de rémunération adossée à la performance collective.

Trop c'est trop. D'autres choix sont possibles et nécessaires !

**Disons le ensemble,
Agents de la DGFIP,
Fonctionnaires, salariés du
privé, lycéens et étudiants,
précaires et sans emplois,
retraités !**

On ne payera pas leur crise !

**La crise, c'est eux, la solution
c'est nous tous !**

« LA CRISE C'EST EUX, LA SOLUTION C'EST NOUS ! »

- revaloriser le Smic, les minima sociaux, les pensions et les retraites, conditionner toute aide publique, tout allègement de cotisations sociales à des contreparties mesurables en matière d'emploi, de qualification et de rémunération,
- mettre en œuvre un plan ambitieux en faveur de l'emploi et de la qualification des jeunes,
- prolonger l'indemnisation des demandeurs d'emploi en fin de droit.
- Donner à Pôle-Emploi les moyens nécessaires à l'accompagnement personnalisé des demandeurs d'emplois,
- supprimer la défiscalisation des heures supplémentaires et le bouclier fiscal, mettre à contribution les stock-options au titre de la solidarité, consacrer ces ressources nouvelles au financement des mesures sociales,
- renoncer dans les fonctions publiques aux suppressions d'emplois prévues pour 2009 et 2010, s'engager à résorber la précarité et tenir ses engagements en matière de négociations salariales. Ce sont des conditions pour des services publics de qualité qui répondent aux besoins de la population.

**13 juin 2009
14h30 VIEUX-PORT**

Le patronat doit enfin assumer ses responsabilités et engager des négociations sur:

- les politiques de salaires, les politiques industrielles, l'évolution de l'emploi au niveau des branches professionnelles, les rapports donneurs d'ordre - sous-traitants, pour maintenir et développer l'emploi et résorber la précarité,
- en cas de chômage partiel, l'amélioration de la durée et du niveau de son indemnisation, associés à des formations qualifiantes,
- la répartition et la redistribution des richesses produites dans les entreprises, l'amélioration des salaires et la réduction des inégalités, notamment entre les femmes et les hommes, la reconnaissance des qualifications, l'utilisation des aides publiques au bénéfice de l'emploi,
- les mesures favorables à l'emploi des jeunes permettant leur insertion sociale et professionnelle durable,
- le respect et l'amélioration des droits syndicaux et des institutions représentatives du personnel.

Pour l'obtention de nos revendications, ensemble, unis et déterminés, faisons du 13 juin une grande mobilisation pour nos revendications et les libertés syndicales !